

Unité départementale de l'Eure
1, Avenue du Marechal Foch
CS50021
27000 EVREUX

Évreux, le 13/12/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

MAROQUINERIE DE NORMANDIE

26 avenue Winston Churchill
27400 Louviers

Références : 2023-27/469

Code AIOT : 0003901448

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement MAROQUINERIE DE NORMANDIE implanté 26 avenue Winston Churchill 27400 Louviers

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAROQUINERIE DE NORMANDIE
- 26 avenue Winston Churchill 27400 Louviers
- Code AIOT : 0003901448 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La Maroquinerie de Louviers, dont le siège social est situé 2, rue Sainte Marguerite à Val de Reuil (27100) a été autorisée par arrêté préfectoral du 31 mars 2020 à exploiter un établissement de maroquinerie à Louviers.

Le bâtiment a été livré en décembre 2022 et la mise en service de l'établissement a été effective en janvier 2023.

Le but de l'inspection est de réaliser le récolement de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mars 2020.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------|---|-------------------|
| 3 | Bâtiment et locaux | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.7.2 | Sans Objet |
| 7 | Photovoltaïque | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35 | Sans Objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Liste de mesures de maîtrises des risques | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.9.1 | |
| 2 | Détection incendie | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.9.2 | |
| 4 | Zones ATEX et zonage des dangers | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.7.3.1 | |
| 5 | Ressources en eaux incendie | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.11.3 | |
| 6 | Bruit | Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.15.3 | |
| 8 | Photovoltaïque | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38 | |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2 constats appellent des réponses dans les délais proposés. Des observations ont été émises.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste de mesures de maîtrises des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.9.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Liste de mesures de maîtrises des risques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant rédige une liste des mesures de maîtrise des risques identifiées dans l'étude de dangers et des opérations de maintenance qu'il y apporte (extincteurs, désenfumage, etc.). [...] |
| Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection un document recensant les potentiels de danger retenus dans l'étude de dangers. Dans ce document, l'exploitant recense 3 potentiels de dangers décomposés en scénarios. Chaque scénario identifie de dispositifs de prévention et de protection avec pour les mesures qui le nécessitent des fréquences de vérification. |
| Respect de la prescription :  Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.9.2

Thème(s) : Risques chroniques - Détection incendie

Prescription contrôlée :

Le site est équipé d'un système de détection incendie couvrant la totalité du bâtiment avec déclenchement d'alarme. La technologie des détecteurs est adaptée selon le local et la nature du risque. [...] Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs d'incendie en nombre suffisant avec un report d'alarme en salle de contrôle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. La surveillance d'une zone pouvant être à l'origine des risques ne repose pas sur un seul point de détection. La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme. Le système de détection automatique incendie conforme aux référentiels en vigueur et mis en place sur l'ensemble du site y compris dans les combles de hauteur supérieure à 80 cm est constitué à minima de: détecteurs optiques de fumées, détecteurs d'incendie automatiques et déclencheurs d'alerte incendie manuels.

Constats :

D'après le plan communiqué par l'exploitant, l'ensemble du site est couvert par la détection incendie. Les détecteurs sont référencés au sein d'une zone. Lorsque la centrale détecte un signal d'un ou de plusieurs détecteurs, une zone est signalée au niveau du report d'alarme comme pouvant être à l'origine des risques (une zone comprend plusieurs détecteurs). Une personne doit se rendre dans la zone pour identifier le détecteur en défaut. L'exploitant précise que les détecteurs manuels sont enregistrés dans le programme de la centrale et un report d'alarme existe aussi lors du déclenchement de ces systèmes manuels.

L'exploitant ne dispose pas de liste avec la fonctionnalité des détecteurs et leurs emplacements sur le site.

L'exploitant indique que les reports d'alarme se font dans un bureau en open space et qu'en parallèle la centrale est reliée à un PC sécurité. La procédure en cas de déclenchement de l'alarme ou de défaut sur la centrale n'a pas été présentée en inspection. Néanmoins, l'exploitant a montré la fiche transmise au PC sécurité référençant les contacts à appeler en dehors des horaires d'ouverture du site.

Observations :

L'exploitant doit référencer les détecteurs, leurs emplacements sur le site et leurs fonctionnalités.

L'exploitant doit établir sous un délai de 2 mois et tenir à la disposition des installations classées, la procédure indiquant les étapes/actions qui doivent être réalisées lorsque la centrale incendie se déclenche ou présente un dysfonctionnement ou un défaut.


Ces documents pourront être demandés lors d'une prochaine inspection.

Respect de la prescription :  Conforme


Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 3 : Bâtiment et locaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.7.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Bâtiment et locaux |
| Prescription contrôlée : [...] Le stockage des cuirs/peaux et le magasin équitation sont dans un local dont les murs présentent un niveau REI 120. [...] En cas de désenfumage par tirage naturel les évacuations de fumée et les amenées d'air naturelles communiqueront directement vers l'extérieur, les locaux de plus de 300 m ² disposent d'un désenfumage représentant une surface d'au moins 1% de la surface des locaux. Le local de stockage des cuirs/peaux et magasin d'équitation est équipé d'une extraction mécanique des fumées dimensionnée sur une base de 12vol/h. |
| Constats : L'exploitant a communiqué un courrier réalisé par l'entreprise Gagneraud en date du 23 novembre 2023 qui stipule que conformément à leurs plans et à leurs notes de calculs les murs mis en œuvre pour les locaux de stockage sont bien coupe feu deux heures. L'exploitant ne dispose pas des justificatifs des murs coupe feu des locaux à risques (local TGBT, local onduleur). L'exploitant a communiqué un dossier technique désenfumage/amenée d'air, dénommé «note technique intermédiaire sur le désenfumage du projet ». Ce document détermine les besoins de désenfumage pour les 4 unités de productions du site. Le calcul du désenfumage de l'unité stockage cuir et magasin d'équitation n'est pas intégré dans le document. Le document présenté est une proposition technique concernant les désenfumages conformes aux contraintes techniques imposées par la géométrie des châssis installés. Le document stipule que cette note doit être validée par un bureau de contrôle. L'exploitant a également communiqué un plan représentant des extractions dans le stockage de cuirs/peau et magasin d'équitation. Seulement, ce plan ne détermine pas le pourcentage de désenfumage du local, ni le type de désenfumage (naturel ou mécanique). |
| Observations : L'exploitant doit communiquer sous un délai de 2 mois à l'inspection, les justificatifs relatifs aux caractéristiques des murs coupe-feu des locaux à risques (local TGBT, local onduleur) et fournir un plan de récolement actualisé. L'exploitant doit communiquer sous un délai de 2 mois à l'inspection, les notes de calcul validées du pourcentage de désenfumage à installer (zones de production et zone de stockage des cuirs/peaux), le plan de récolement intégrant la surface de désenfumage, le type de désenfumage installé et justifier du dimensionnement de l'extraction mécanique de la zone stockage des cuirs/peaux. |
| Respect de la prescription :  Non Conforme |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans Objet |
| Proposition de délais : Sans Objet |


N° 4 : Zones ATEX et zonage des dangers

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.7.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Zones ATEX et zonage des dangers |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Les dispositions des arrêtés ministériels du 28 juillet 2003 et du 31 mars 1980 (notamment son article 2) sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Le matériel électrique mis en service à partir du 1er janvier 1981 est conforme aux dispositions des articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. Dans les zones se trouvant en atmosphère explosible, les installations électriques doivent être conformes aux dispositions du décret n°96-1010 du 19 novembre 1996. Elles doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, et être entièrement constituées de matériels utilisables en atmosphère explosible. Les dépoussiéreurs servant à l'aspiration des poussières de cuir sont identifiés comme unique zone à risque occasionnel (zone 21). |
| Constats : L'exploitant a communiqué le plan des zones à risques du site. Les zones 21 sont identifiées, ainsi que les zones 2EN et zone 2. |
| Respect de la prescription :  Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 5 : Ressources en eaux incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.11.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Ressources en eaux incendie |
| Prescription contrôlée : Le site dispose de deux réserves incendies d'une capacité d'au moins 545 m ³ et 480 m ³ implantées de manière opposée par rapport au bâtiment: 1 au NW du bâtiment et une au SE du bâtiment. Chacune de ces réserves dispose d'une aire de stationnement pour les véhicules de secours d'une surface minimale de 15m par 15m. [...] |
| Constats : L'inspection a constaté la présence de deux réserves d'eaux incendie disposant chacune d'une aire de stationnement pour les véhicules de secours. Dans chacune des réserves, l'exploitant a installé une pancarte définissant le niveau d'eau présent dans la réserve. Le niveau d'eau renseigné par les pancartes de niveau est d'approximativement 579m3 pour la réserve aménagée au coin Nord-Ouest et de 480m3 pour celle située au Sud-Est. |
| Respect de la prescription :  Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |


N° 6 : Bruit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/03/2020, article 5.15.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques - Bruit |
| Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée. Ce contrôle est effectué selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. |
| Constats : L'exploitant a communiqué la vérification des mesures de bruit du site réalisées par l'Apave du 10 au 11 juillet 2023. Les mesures de bruits ont été réalisées en période diurne et nocturne. Le rapport conclut sur des niveaux de bruit conformes en limite de propriété et dans les zones à émergence réglementée. |
| Respect de la prescription :  Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |

N° 7 : Photovoltaïque

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 35 |
| Thème(s) : Risques chroniques - système d'alarme |
| Prescription contrôlée : Chaque unité de production photovoltaïque est dotée d'un système d'alarme permettant d'alerter l'exploitant de l'installation, ou une personne qu'il aura désignée, d'un événement anormal pouvant conduire à un départ de feu sur l'unité de production photovoltaïque. Une détection liée à cette alarme s'appuyant sur le suivi des paramètres de production de l'unité permet de répondre à cette exigence. En cas de déclenchement de l'alarme, l'exploitant procède à une levée de doute (nature et conséquences du dysfonctionnement) soit en se rendant sur place, soit grâce à des moyens de contrôle à distance. Les dispositions permettant de respecter les deux alinéas précédents sont formalisées dans une procédure tenue à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. En cas d'intervention de ces derniers, l'exploitant les informe de la nature des emplacements des unités de production photovoltaïques (organe général de coupure et de protection, façades, couvertures, etc.) et des moyens de protection existants, à l'aide des plans mentionnés à l'alinéa 8 de l'article 30. |
| Constats : La procédure mise en place lorsque le système d'alarme se déclenche n'a pas été présentée à l'inspection. |
| Observations : L'unité de production photovoltaïque doit être dotée sous un délai de 2 mois, d'un dispositif transmettant et alertant tout défaut du dispositif en temps réel à l'exploitant. A la suite d'un signalement d'un défaut, une levée de doute doit être réalisée. L'exploitant doit réaliser et transmettre sous un délai de 2 mois à l'inspection les procédures mises en place sur son site dès que l'alarme de l'unité de production de photovoltaïque se déclenche ou qu'un défaut est relevé. |
| Respect de la prescription :  Non Conforme |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans Objet |
| Proposition de délais : Sans Objet |

N° 8 : Photovoltaïque

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 38 |
| Thème(s) : Risques chroniques - coupure d'urgence |
| Prescription contrôlée : Des dispositifs électromécaniques de coupure d'urgence permettent d'une part, la coupure du réseau de distribution, et d'autre part la coupure du circuit de production. Ces dispositifs sont actionnés soit par manœuvre directe, soit par télécommande. Dans tous les cas, leurs commandes sont regroupées en un même lieu accessible en toutes circonstances, notamment par les services de secours. |
| Constats : Un bouton poussoir d'arrêt d'urgence des installations des panneaux photovoltaïques et un bouton poussoir d'arrêt d'urgence du réseau de distribution sont présents dans le hall de l'établissement (nommé place du village). L'inspection souhaitait tester le bon fonctionnement des boutons d'arrêt d'urgence. L'exploitant n'a pas souhaité que cette manipulation soit réalisée par crainte qu'une coupure général de l'établissement ait lieu. |
| Observations : L'exploitant doit veiller à ce que les dispositifs d'arrêt d'urgence permettant la coupure du réseau de distribution et la coupure du circuit de production soient opérationnels en toutes circonstances. |
| Respect de la prescription :  Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : |